

RISQUE · RÉCIT · ATTRACTIVITÉ

Le coût du récit

L'image médiatique du Sénégal auprès des investisseurs, nouvelle variable de la dette publique.



85,4_{/100}

Indice de Risque Narratif Pays
· 2026

Zone critique

+265%

Hausse du risque narratif
depuis 2022

2024_{T4}

Le point de bascule :
l'entrée en zone de crise

Pôle Étude, Recherche et Évaluation

Cabinet Gaye & Associés Consulting (GAC) — Dakar

contact@cabinetgac.com · +221 77 765 10 10 · www.cabinetgac.com

Juin 2026

Dakar, Sénégal

SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Le Sénégal est en train de gagner la bataille des chiffres et de perdre celle du récit. Entre 2022 et le premier semestre 2026, alors même que l'État engageait sa consolidation budgétaire, l'image financière du pays s'est dégradée bien plus vite que ses fondamentaux. L'Indice de Risque Narratif Pays (IRNP), que cette note introduit, est passé de 23,4 à **85,4 sur 100** : le pays est entré en **zone critique**. Le récit de risque y est désormais **5,1 fois plus visible** que le récit d'opportunité. À ce niveau, le récit n'est plus un commentaire de la situation : il en est devenu un facteur. La parole publique est un actif financier ; son incohérence, une prime de risque.

Cette note livre le diagnostic, l'instrument de mesure et la doctrine pour reprendre la main.

Chiffres-clés

- IRNP 2026 : **85,4 / 100 (zone critique), contre 23,4 en 2022**
- Ratio risque / opportunité : **5,1 en 2026, contre 0,4 en 2022**
- Point de bascule : **4^e trimestre 2024 (entrée en zone très élevée)**
- Tonalité médiatique : **de 31 à 90 sur 100**
- Exposition aux médias investisseurs : **de 16,8 à 75 sur 100**

1. La thèse : la parole publique est devenue un actif financier

Dans une économie endettée et dépendante du financement de marché, les investisseurs n'évaluent pas seulement des chiffres : ils évaluent la cohérence d'un récit. Une même réalité budgétaire peut produire deux lectures opposées. Si le récit dominant est celui de l'opacité, de la dette cachée et des tensions avec le FMI, le marché exige une prime de risque plus élevée. S'il est celui de la transparence restaurée et d'une trajectoire de réforme crédible, la perception du risque s'atténue.

Le Sénégal se trouve aujourd'hui dans cette zone sensible où ses fondamentaux, pourtant réels, sont lus à travers un prisme de crédibilité. La communication officielle n'est donc plus un simple instrument politique : elle est devenue un **instrument de stabilité financière**. C'est ce déplacement que notre indice se propose de mesurer.

2. L'instrument : l'Indice de Risque Narratif Pays (IRNP)

L'IRNP mesure, sur une échelle de 0 à 100, la pression qu'exerce le récit médiatique international sur la crédibilité financière du Sénégal. Il agrège cinq composantes :

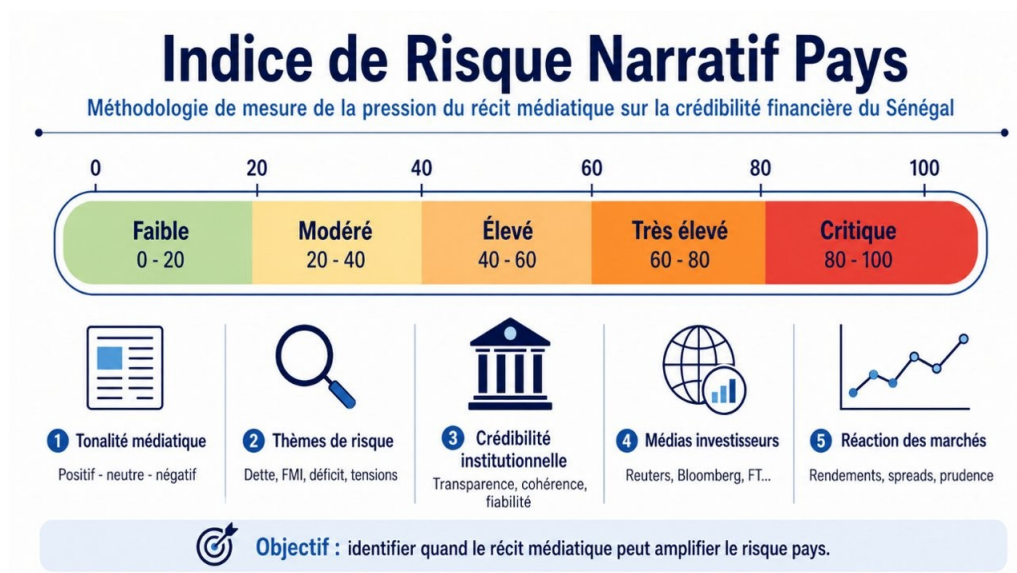


Figure 1 — L'Indice de Risque Narratif Pays (IRNP) et ses cinq composantes. Source : Cabinet GAC, 2026.

Tonalité médiatique (la coloration positive, neutre ou négative du traitement) ; **concentration sur le risque** (la part du récit captée par la dette, le FMI, la restructuration, le déficit) ; **crédibilité institutionnelle** (l'association du pays à la transparence et à la fiabilité des chiffres, ou à l'opacité) ; **exposition aux médias investisseurs** (le poids des titres suivis par les marchés : Reuters, Bloomberg, Financial Times, The Economist, Africa Intelligence) ; et **réaction potentielle des marchés** (la coïncidence entre pics médiatiques et tensions sur les rendements, un signal d'alerte sans prétention de causalité).

Au-delà de 80, l'indice signale une zone critique : le pays n'est plus raconté comme une économie en réforme, mais comme un cas de risque financier.

3. La trajectoire : anatomie d'un basculement (2022-2026)

Entre 2022 et le premier semestre 2026, le score progresse de près de 62 points. Le ratio risque / opportunité passe de 0,4 à 5,1 : en 2026, le récit de risque est cinq fois plus visible que le récit d'opportunité.

Tableau 1 — Évolution de l'IRNP entre 2022 et le 2^e trimestre 2026

Période	Score IRNP	Niveau	Indice d'opportunité	Ratio risque / opportunité
2022	23,4	Modéré	54,5	0,4
2023	34,0	Modéré	47,0	0,7
2024	46,7	Élevé	41,5	1,2
2025	73,6	Très élevé	24,8	3,1
2026 (T1-T2)	85,4	Critique	17,0	5,1

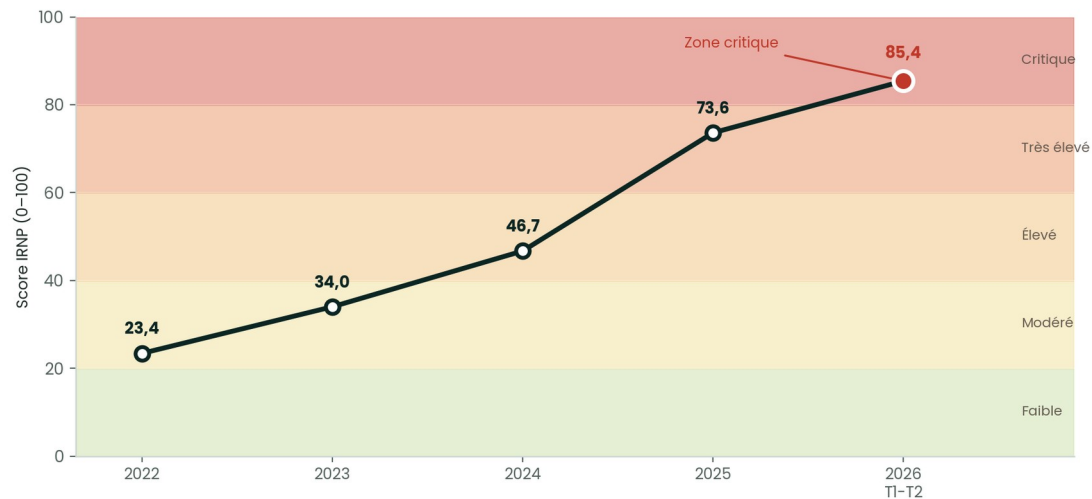


Figure 2 — Trajectoire de l'IRNP et entrée en zone critique. Source : Indice de Risque Narratif Pays (IRNP), Cabinet GAC, 2026.

Trois moments structurent cette trajectoire.

2022-2023 : un risque encore contenu. L'indice demeure en zone modérée (de 20,8 au premier trimestre 2022 à 37,9 au deuxième trimestre 2023). La montée des inquiétudes (contexte post-Covid, tensions internes, climat préélectoral) n'efface pas encore le récit d'opportunité, porté par l'énergie et la stabilité régionale.

2024 : la bascule vers la vulnérabilité narrative. L'indice atteint 46,4 au premier trimestre, reflue légèrement, puis culmine à 62,4 au quatrième trimestre. Ce dernier trimestre constitue le véritable point de bascule : le récit international se concentre alors sur la transparence budgétaire, les passifs non déclarés, la dette et le FMI. Le Sénégal entre en zone de risque très élevé.

2025-2026 : l'installation d'un récit critique. Le risque narratif devient structurel (de 65,1 à 81,1 sur les quatre trimestres de 2025), avant de franchir un nouveau seuil au premier semestre 2026 (83,3 puis 87,6). Le problème n'est plus la présence d'articles négatifs ; c'est la

concentration du récit. Le pays est de moins en moins raconté comme une économie en réforme, et de plus en plus comme un cas de risque financier.

Cette bascule se lit d'un seul regard dans le croisement des deux récits : tandis que le risque s'envole, l'opportunité s'effondre (de 54,5 à 17,0). Le point de croisement, situé en 2024, marque le moment où le Sénégal cesse d'être d'abord raconté par ses promesses pour l'être par ses risques.

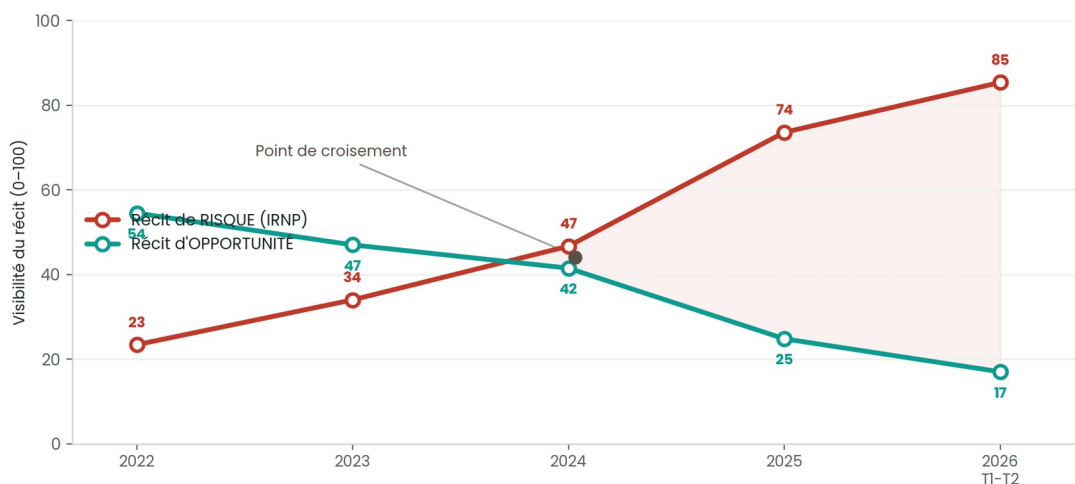


Figure 3 — L'effet ciseaux : quand le récit de risque dépasse le récit d'opportunité. Source : Indice de Risque Narratif Pays (IRNP), Cabinet GAC, 2026.

4. La mécanique du risque : signal, contradiction, amplification

Dans cette séquence, toute déclaration publique sur la dette, le FMI ou le financement de l'État devient un signal de politique économique. Trois mécanismes méritent une vigilance constante.

L'effet signal. Une parole d'autorité, même destinée à l'opinion nationale, est lue par les investisseurs comme une indication de trajectoire. Une phrase prononcée à Dakar peut devenir un titre à Londres.

L'effet contradiction. Lorsque plusieurs responsables tiennent des messages divergents sur la dette ou la restructuration, le marché conclut à l'absence de ligne stratégique, et la prime de risque s'élève.

L'effet amplification. Les médias financiers transforment une déclaration en récit de marché : une phrase locale devient un titre international, puis une note d'analyste, puis une ligne dans une évaluation de risque pays.

Si l'indice atteint un niveau critique, c'est précisément parce que les sujets financiers les plus sensibles sont devenus des objets de débat public insuffisamment coordonnés.

5. Le diagnostic par composante

La dégradation n'est pas le fait d'un seul facteur : elle est systémique.

Tableau 2 — Évolution de l'IRNP par composante

Composante	2022	2026 (T1-T2)	Lecture
Tonalité médiatique	31,0	90,0	D'un ton modéré à un ton fortement négatif
Concentration sur le risque	22,8	88,0	Les thèmes dette, FMI et crise captent l'essentiel du récit
Crédibilité institutionnelle	22,5	86,0	La transparence et la confiance deviennent centrales
Exposition aux médias investisseurs	16,8	75,0	Les médias suivis par les marchés relaient le récit de risque
Réaction de marché	14,2	80,0	Les signaux médiatiques s'associent aux tensions financières

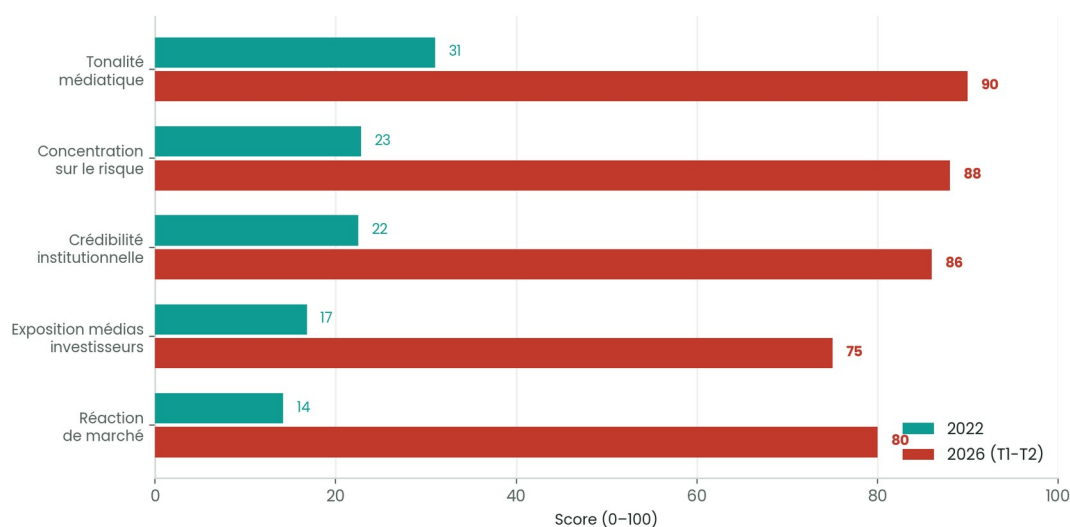


Figure 4 — Diagnostic par composante : la dégradation est générale. Source : *Indice de Risque Narratif Pays (IRNP)*, Cabinet GAC, 2026.

Toutes les composantes se détériorent, mais deux signaux dominant. D'une part, la tonalité bascule d'un ton modéré (31) à un ton franchement négatif (90). D'autre part, et surtout, l'exposition aux médias investisseurs progresse fortement (de 16,8 à 75) : ce ne sont plus seulement des articles négatifs, ce sont les titres que lisent les marchés qui relaient les mêmes thèmes de risque. C'est cet effet d'amplification qui transforme une perception en prime. Le

Sénégal n'affronte donc pas seulement une crise de chiffres ; il affronte une **crise de cohérence perçue**.

6. Lecture stratégique : trois vérités pour les décideurs

Premièrement, les atouts du Sénégal demeurent réels (position géographique, stabilité régionale relative, potentiel énergétique, capital humain, infrastructures), mais ils sont aujourd'hui sous-visibilisés dans le récit international. **Deuxièmement**, la crédibilité budgétaire est devenue le filtre dominant : même une annonce positive est relativisée si elle ne s'inscrit pas dans une trajectoire cohérente, chiffrée et validée par des institutions crédibles. **Troisièmement**, la communication publique doit désormais être pilotée comme un outil de gestion du risque pays. L'enjeu n'est pas de communiquer davantage, mais de communiquer mieux : avec discipline, cohérence, chiffres vérifiables et messages synchronisés.

7. Les recommandations : cinq leviers

Reprendre la main sur le récit n'est pas un exercice de relations publiques : c'est une discipline de souveraineté. Le Cabinet GAC propose cinq leviers.

- 1. Une cellule de veille « risque narratif et investisseurs ».** Un suivi hebdomadaire de la couverture du pays dans les médias financiers, les agences de notation et les plateformes de risque, restitué dans un tableau de bord court : score, thèmes dominants, articles influents, déclarations reprises à l'international, signaux de marché associés.
- 2. Une doctrine de communication financière de l'État.** Les sujets sensibles (dette publique, relations avec le FMI, calendrier de financement, marché régional, options de reprofilage, trajectoire des recettes) doivent être portés par une ligne commune, précisant qui parle, quand, sur quel sujet, avec quels chiffres et selon quel format.
- 3. Une grille de risque avant chaque prise de parole.** Trois questions, systématiquement : le message peut-il être lu comme une annonce de politique financière ? Est-il cohérent avec les engagements pris auprès des partenaires ? Peut-il être repris défavorablement par les médias investisseurs ?
- 4. Des notes régulières de transparence.** Sur la dette, le calendrier de remboursement, l'état des discussions avec le FMI et les mesures de consolidation : des notes courtes, chiffrées, au format stable, disponibles en français et en anglais.

5. Un langage pensé pour les investisseurs. Moins de déclarations politiques, davantage de signaux de prévisibilité, structurés autour de quatre piliers : la trajectoire budgétaire, la stratégie de dette, le calendrier de financement et les garanties de gouvernance. Une communication techniquement solide, politiquement sobre et internationalement lisible.

Conclusion : la parole est un actif

Le diagnostic est sans appel : le Sénégal n'est plus évalué sur ses seuls fondamentaux, mais sur la cohérence perçue entre ses chiffres, ses réformes et sa parole. La rupture de la fin 2024 (passifs non déclarés, incertitudes sur le FMI, débats sur la dette) a durablement reconfiguré son récit international.

La réponse ne saurait être seulement financière : elle doit être narrative et institutionnelle. Restaurer la confiance dans les chiffres, oui ; mais aussi dans la capacité de l'État à parler d'une seule voix. Dans la période actuelle, la parole publique est un actif financier : cohérente, elle réduit l'incertitude ; fragmentée, elle alimente le risque. La communication économique doit donc devenir un instrument de stabilisation à part entière, au même rang que la consolidation budgétaire et le dialogue avec les partenaires. C'est à cette condition que le Sénégal reprendra la main sur son récit, et donc sur sa dette.

Note élaborée par le Pôle Étude, Recherche et Évaluation du Cabinet Gaye et Associés Consulting.

contact@cabinetgac.com · +221 77 765 10 10 · www.cabinetgac.com